



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

<b>Direction des Politiques Economique et Internationale</b> <b>Sous-direction des Cultures et des Produits végétaux</b> <b>Bureau des fruits et légumes de l'horticulture et des productions végétales spéciales</b> <b>Adresse : 3, rue Barbet de Jouy - 75319 Paris 07 SP</b> <b>Suivi par : Gaëlle REGNARD</b> <b>Tél : 01.49.55.45.60</b> <b>Fax: 01.49.55.45.46</b> <b>Réf. interne :</b> <b>Réf. Classement</b>	<b>Direction Générale de l'alimentation</b> <b>Sous-direction de la qualité et de la protection des végétaux</b> <b>Bureau de la santé des végétaux</b> <b>Adresse : 251, rue de Vaugirard - 75732 Paris cedex 15</b>  <b>Suivi par : Ellena CHAUVAT</b>  <b>Tél : 01.49.55.81.68</b> <b>Fax: 01.49.55.59.49</b> <b>Réf. interne : F10</b> <b>Réf. Classement : ON42</b>
--	--

**CIRCULAIRE**  
**DPEI/SPM/SDCPV/C2004-4059**  
**DGAL/SDQPV/C2004-8011**  
**Date: 9 novembre 2004**

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de  
la pêche et des affaires rurales  
à

Annule et remplace : circulaire  
DPEI/SDCPV/C2003-4048 et  
DGAL/SDQPV/C2003-8014 du 23/09/03  
Date limite de réponse :

Mesdames et Messieurs les Préfets

**Objet :** Mise en œuvre des mesures d'indemnisation dans le cadre de la lutte contre la Sharka sur les arbres fruitiers.

**Résumé :** La sharka est une maladie virale des arbres fruitiers à noyau (pêchers, abricotiers, pruniers), présente dans le sud-est de la France depuis de nombreuses années, principalement dans les régions Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence - Alpes - Côte d'Azur. Compte tenu de l'évolution de nouvelles souches et d'un risque de développement exceptionnel de la maladie, le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales finance des mesures d'indemnisation des arrachages de vergers contaminés depuis plusieurs années.

En 2004, un dispositif de soutien est reconduit sur des financements de la Direction générale de l'alimentation.

Pour tout renseignement concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, il convient de prendre contact avec la direction départementale de l'agriculture et de la forêt géographiquement compétente.

**MOTS-CLES : INDEMNISATION SHARKA 2004**

Destinataires	
<b>Pour exécution :</b> Mmes et MM. les Préfets de région les Préfets de département les DRAF les DDAF les Chefs de SRPV M. le Directeur de la DPEI M. le Directeur de la DGAL	<b>Pour information :</b> M. le Président du COPERCI La Fédération nationale des producteurs de fruits FELCOOP MM. les Présidents des Comités de bassin La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles Les Jeunes Agriculteurs La Confédération Paysanne La Coordination rurale Le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes DGA – DAF MEFI-Direction du budget 7A

# ANNEE 2004

## OBJECTIF DE LA CIRCULAIRE

Cette circulaire poursuit les objectifs déjà engagés au cours des campagnes précédentes et vise à contribuer à maintenir la contamination à un niveau économiquement viable dans la filière *Prunus*.

Les efforts majeurs conduits en 2003 pour réduire les foyers les plus importants trouvent leur prolongement en 2004, afin d'éviter l'apparition de nouveaux foyers, d'une part, notamment dans les zones actuellement indemnes et par l'amélioration des garanties offertes par le matériel de multiplication et, d'autre part, de maintenir les foyers existants à un niveau de contamination suffisamment bas pour permettre aux exploitations touchées de continuer à produire.

Comme indiqué dans la circulaire d'indemnisation 2003 (réf DPEI/SDCPV/C2003-4048 et DGAL/SDQPV/C2003-8014 du 23 septembre 2003), **l'indemnisation en 2004 sera strictement réservée à la prise en charge de l'arrachage des arbres isolés** atteints par le virus de la sharka et situés dans des parcelles faiblement contaminées.

## 1 PROSPECTION

Les directions régionales de l'agriculture et de la forêt (DRAF) - service régionaux de la protection des végétaux (SRPV) avec l'appui des fédérations régionales de lutte contre les organismes nuisibles (FREDON) sont chargées de la mise en œuvre de la prospection de la Sharka qui nécessite des moyens matériels et financiers importants.

Les DRAF Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence - Alpes - Côte d'Azur participent financièrement à l'effort entrepris par le biais de conventions particulières avec les FREDON concernées.

## 2 INDEMNISATION POUR L'ARRACHAGE DES ARBRES CONTAMINÉS

L'indemnisation concerne les *Prunus* contaminés par les souches "Markus" et "Dideron" du virus de la Sharka ; elle est réservée aux arrachages "d'arbres isolés", c'est-à-dire d'arbres localisés sur des parcelles dont le niveau de contamination l'année en cours est inférieur à 10%.

Les pêchers et abricotiers déclarés contaminés par la direction régionale de l'agriculture et de la forêt - service de la protection des végétaux (DRAF – SRPV) doivent être arrachés sans délai. Une notification de mesure de police administrative sera envoyée par la DRAF - SRPV aux propriétaires et exploitants concernés par la contamination. Une attestation de destruction délivrée par ce service fera état du nombre d'arbres, de la variété, de la densité de plantation, de l'âge et de la référence cadastrale.

L'âge de la plantation pourra être déterminé, si besoin est, à l'aide de la facture d'achat des plants ou sur la base de l'inventaire du verger.

Une indemnisation sera allouée, d'un montant déterminé en fonction de l'âge de l'arbre selon le barème suivant.

Age des arbres	Montant de l'indemnité
1 an (2 <sup>ème</sup> feuille)	15,20 Euro/arbre
2 ans (3 <sup>ème</sup> feuille)	19,10 Euro/arbre
3 ans (4 <sup>ème</sup> feuille)	22,90 Euro/arbre
De 4 à 9 ans (5 <sup>ème</sup> à 10 <sup>ème</sup> feuille)	24,40 Euro/arbre
10 ans (11 <sup>ème</sup> feuille)	19,10 Euro/arbre
11 ans (12 <sup>ème</sup> feuille)	15,20 Euro/arbre
12 ans et plus (13 <sup>ème</sup> feuille et plus)	7,60 Euro/arbre

L'octroi de l'indemnisation pour l'arrachage d'arbres contaminés par le virus de la sharka est conditionné au respect de l'obligation de déclaration de l'apparition de la sharka sur le fonds exploité par l'exploitant concerné (en application de l'article L 251.6 du Code Rural), de l'arrachage dans la limite des délais prescrits par la DRAF - SRPV et d'un parfait assainissement de l'arbre, excluant tout rejet ou repousse.

En cas de détection sur fleur, feuille ou fruit, ce délai ne pourra excéder deux semaines à partir de la date de notification de la mesure administrative. En cas de dépassement du délai maximal de deux semaines, le montant de l'indemnisation sera réduit de moitié. Si ce délai dépasse un mois aucune indemnisation ne sera octroyée.

En cas de détection sur rameau, ce délai pourra être précisé par la DRAF - SRPV. Les pénalisations pour dépassement du délai seront appliquées de façon analogue au point précédent à dater de la date de notification de mesure de police administrative.

### **3 ENGAGEMENTS DE L'EXPLOITANT**

Le versement des aides prévues par la présente circulaire est conditionné au respect par l'exploitant, de la réglementation sanitaire en vigueur et notamment de l'obligation de déclaration de l'apparition de la sharka sur le fonds qu'il exploite (en application de l'article L 251.6 du Code Rural), d'arrachage dans la limite des délais prescrits par la DRAF - SRPV et d'un parfait assainissement de la parcelle, excluant tout rejet ou repousse.

Le non-respect par les bénéficiaires, des dispositions prévues par la présente circulaire ou des dispositions légales de lutte contre la sharka entraînera le remboursement immédiat et intégral des subventions perçues.

### **4 MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS FINANCIERES**

Les demandes d'indemnisation seront instruites par les directions départementales de l'agriculture et de la forêt (DDAF) en liaison avec les DRAF - SRPV, le financement étant pris en charge par le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales dans la limite des crédits disponibles.

Les demandes, accompagnées d'un Relevé d'Identité Bancaire, validées techniquement par la DRAF, feront état, de façon distincte, par exploitation, du ou des constats datés de contamination de parcelle(s), et par parcelle, du nombre d'arbres à arracher, du nombre d'arbres réellement arrachés individuellement et de la date de réalisation de ces engagements, et :

- du constat de déclaration de contamination
- des montants susceptibles d'être attribués.

Le versement des indemnités prévues par la présente circulaire est effectué par les DDAF par virement bancaire sur le compte du bénéficiaire.

Les indemnisations d'arrachage d'arbres isolés visent les opérations réalisées au plus tôt, le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et au plus tard avant le 31 décembre 2004, les demandes devant parvenir au plus tard à la DDAF concernée avant le 15 mars 2005. Aucune indemnisation ne sera octroyée passé ce délai.

### **5 SUIVI DU PROGRAMME**

Les DRAF (service de la protection des végétaux), avec l'appui des FREDON, sont chargées de définir et de contrôler l'application des mesures techniques à mettre en œuvre pour réduire efficacement la dissémination des maladies.

Elles veilleront à assurer la plus large information sur les mesures prises, qu'elles soient techniques ou financières, pour assainir la situation ainsi que tout moyen permettant de surveiller l'état sanitaire des vergers.

En outre, elles sont également chargées de faire, mensuellement, le bilan des actions entreprises. Elle feront parvenir un bilan global de l'année 2004 au plus tard les 16 juin 2005 au MAAPAR (DGAL-SDQPV).

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche  
et des Affaires Rurales

Hervé GAYMARD